

**FAITS MARQUANTS DU FPHN-2
LUNDI 30 JUIN 2014**

La deuxième réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN-2) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a démarré lundi au siège des Nations Unies à New York. Suivant la session d'ouverture, trois dialogues modérés ont eu lieu, portant sur : un programme de développement durable intégré et universel ; les moyens de mise en œuvre pour le développement durable ; et la contribution de la Consommation et la production durables (CPD) aux Objectifs de développement durable (ODD). Un dialogue avec le Président du Conseil du Cadre décennal de programmation (10YFP) sur la CPD a également eu lieu.

SESSION D'OUVERTURE

Après l'adoption de l'ordre du jour, l'Ambassadeur Martin Sajdik (Autriche), Président de l'ECOSOC, a donné un discours inaugural. Il a signalé que l'intégration est au cœur du mandat du Forum et a souligné le rôle du Forum dans le contexte plus large du programme pour l'après-2015; le processus d'élaboration des ODD; et la définition des chemins vers les avenir que nous voulons.

Wu Hongbo, Sous-secrétaire général (SSG) aux affaires économiques et sociales, a signalé les lacunes dans la mise en œuvre au sein du programme actuel de développement durable, et a noté que l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 en septembre 2015 marquera un tournant décisif.

Lors des déclarations des Grands groupes et autres parties prenantes, Peter Davies, s'exprimant au nom du Grand groupe des AUTORITES LOCALES, la Global Business Alliance et le Conseil scientifique international ont noté la nécessité d'une vision globale concernant l'éradication de la pauvreté, et le développement de partenariats pour soutenir une interface science-politique solide. Usman Mushtaq, ENFANCE ET JEUNESSE, a souligné l'importance de la transparence, de la reddition de comptes, de la reconnaissance des Grands groupes, et d'un soutien pour assurer la participation des groupes vulnérables. Caroline Usikpedo-Omoniye, s'exprimant au nom des Grands groupes FEMMES, PEUPLES AUTOCHTONES et TRAVAILLEURS ET SYNDICATS, a appelé à un programme de développement durable transformateur, abordant l'éradication de la pauvreté et la discrimination, et employant des indicateurs et des données désagrégées sur les questions de genre pour suivre et évaluer les objectifs proposés. La Bolivie, au nom du G-77/CHINE, a souligné l'importance de renforcer le rôle de l'ECOSOC dans la mise en œuvre du programme de développement durable.

DIALOGUE MODÉRÉ: « DE RIO+20 À L'APRÈS-2015: VERS UN PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE INTÉGRÉ ET UNIVERSEL »

Le dialogue a été lancé par l'Ambassadeur Sajdik et modéré par Manish Bapna, du World Resources Institute (WRI). Notant que les divers éléments du processus de l'après-2015 sont en train de converger, Bapna a estimé que le FPHN est l'opportunité de la décennie pour contribuer à cadrer

les objectifs de développement mondial pour la prochaine génération. Il a souligné le besoin d'un programme intégré et transformateur, et d'un ensemble d'objectifs universel.

L'Ambassadeur Csaba Körösi, Représentant permanent de la Hongrie et Co-Président du Groupe de travail ouvert (GTO) sur les ODD, a appelé à la discipline et à la coopération dans les travaux sur le programme de l'après-2015. Il a précisé qu'il y aura plus de soutien politique et publique pour le programme s'il se fonde sur une pleine compréhension du fait que le changement est inévitable ; sur une vision crédible et digeste ; sur un partage équitable des fardeaux ; et sur la confiance partagée par ceux qui portent les fardeaux.

Bénédicte Frankinet, Représentante permanente de la Belgique aux Nations Unies, a souligné que le programme de l'après-2015 devrait se centrer sur des questions qui touchent à la fois les pays développés et les pays en développement, comme par exemple le chômage des jeunes et les inégalités. Antonio de Aguiar Patriota, Représentant permanent du Brésil aux Nations Unies, a rappelé que le document final de Rio+20 a reconnu que les forces du marché ne peuvent à elles seules fournir des solutions pour éradiquer la pauvreté, et a souligné l'importance des moyens de mise en œuvre pour aider les pays à atteindre un développement durable. Debapriya Bhattacharya, du Centre pour le dialogue politique, Bangladesh, a estimé que la gouvernance est l'élément qui assemble les trois piliers du développement durable, et a instamment appelé à dépasser l'aide pour instituer enfin un partenariat mondial en faveur de changements systémiques. Phumzile Mlambo-Ngcuka, USG et Directrice exécutive d'ONU-Femmes, a souligné le rôle des femmes en tant qu'agents de changement en qualifiant la discrimination et les droits reproductifs de domaines prioritaires.

Lors de la discussion qui a suivi, les pays ont soutenu l'idée de combiner universalité et différenciation tout en tenant compte des circonstances et priorités nationales, ainsi que des besoins des pays en situations particulières ; les approches d'économie verte ; l'intégration des Objectifs d'Aichi pour la Biodiversité dans le système ONU ; la croissance inclusive ; et l'idée d'un partenariat mondial renouvelé. L'AFRIQUE DU SUD a estimé que le programme de l'après-2015 devrait se fonder sur les principes accordés à Rio+20, notamment celui des responsabilités communes mais différenciées, et a instamment demandé l'inclusion de cibles sur la réforme des institutions économiques et politiques mondiales. La SUISSE a indiqué que les ODD constitueront le cadre de référence, avec des questions spécifiques par pays, pour une nouvelle stratégie de développement durable actuellement en cours d'élaboration dans ce pays. Le NIGERIA a plaidé pour la mise en place de bureaux nationaux de haut niveau pour la mise en œuvre des ODD et pour un accent particulier sur le niveau infranational. Le MEXIQUE a appelé à la cohérence et à la synergie entre les divers éléments de l'après-2015, ainsi qu'à un renforcement des moyens de mise en œuvre. Un représentant du Conseil international pour le bien-être social a souligné la double définition du terme « universalité » : l'inclusion de tous les Etats membres, et que personne ne soit laissé pour compte.

En réponse aux commentaires, les intervenants ont souligné l'importance d'aborder la différenciation au moment d'examiner la CPD ; les inégalités entre pays et au sein des pays ; et les flux financier qui permettront de stimuler les

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présent au FPHN-2 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

dépenses en faveur du développement durable. Dans leurs conclusions, ils ont mis en exergue le besoin d'abandonner les « réflexes traditionnels » et de travailler de concert, en mettant l'accent sur quelques questions qui peuvent pousser un programme vraiment transformateur.

DIALOGUE MODÉRÉ: « MOYENS DE MISE EN ŒUVRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE »

Cette session a été présidée par l'Ambassadeur Sajdik et modérée par Raymond Saner, de l'Université de Bâle. Soulignant qu'il sera impossible de mettre en œuvre les ODD sans financement, Saner a instamment invité les délégués à examiner en même temps les moyens de mise en œuvre et le coût de la non mise en œuvre.

Mansur Muhtar, Co-Président du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, a décrit le panorama changeant du développement, où l'aide publique du développement s'efface progressivement à mesure que le secteur privé, l'innovation et l'entreprenariat gagnent en prépondérance.

Claudio Rachel Rojas, Ministère chilien des affaires étrangères, a estimé que des financements novateurs, qui attirent ou génèrent de nouvelles ressources, et les politiques fiscales nationales peuvent contribuer à réduire les inégalités économiques et sociales au sein des pays et entre pays.

Steve Waygood, d'Aviva Investors, a instamment demandé le développement d'une plus grande expertise financière pour un ensemble plus large d'acteurs, y compris les courtiers, les propriétaires d'actifs, les actionnaires et les citoyens. Il a appelé : à la communication par les acteurs de leurs actions en faveur de la durabilité ; à un forum pour rassembler les gestionnaires de fonds et les ministres des finances ; et à des transactions transparentes.

Louise Kantrow, de la Chambre internationale de commerce, a souligné le rôle du commerce ; les environnements propices, comprenant des cadres législatifs solides et une force de travail qualifiée ; et l'appropriation par les pays du développement durable.

Dans les discussions qui ont suivi, le MAROC a demandé comment le secteur privé, poussé par le profit, pourrait-il contribuer au développement durable de façon effective et responsable. En réponse, les intervenants ont proposé : des incitations ; des législations au lieu de l'adhésion volontaire ; des standards ; la transparence ; le classement compétitif de la performance du secteur privé ; et la révision des traités fiscaux. Le PÉROU a demandé si les financements novateurs peuvent être prévisibles et stables. Rojas a décrit, comme exemple de source innovante et durable, le prélèvement de solidarité sur les passagers aériens qui permet de récolter des fonds durables destinés à combattre le virus du SIDA/HIV, la malaria et la tuberculose dans les pays en développement.

Saner a repris les éléments essentiels du dialogue en disant que les personnes, du fait qu'elles sont les meilleurs pilotes de leur propre développement, nécessitent des données de meilleure qualité pour comprendre l'importance du secteur financier et la façon dont celui-ci fonctionne.

DIALOGUE MODÉRÉ: QUELLES SONT LES CONTRIBUTIONS DE LA CONSOMMATION ET LA PRODUCTION DURABLES AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE?

Ce dialogue a été présidé par l'Ambassadeur Oh Joon (République de Corée), Vice-Président de l'ECOSOC, et modéré par Peter Hazlewood, du WRI. Hazlewood a rappelé aux délégués que la CPD occupe une place centrale dans le dernier projet de texte du GTO sur les ODD.

L'Ambassadeur László Borbély, Roumanie, a estimé que la mise en œuvre de la CPD requiert des politiques nationales fondées sur des indicateurs établis de façon participative. Ulf Jaeckel, du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire, a mis en exergue le 10YFP en tant que mécanisme pour la mise en œuvre de la CPD et la réalisation des ODD.

Cesar Barahona, du Réseau mondial pour une production plus propre et économe en ressources (RECP net), a estimé qu'il n'est pas nécessaire de créer de nouvelles institutions pour aborder la CPD, et a retracé l'historique du Réseau sur les vingt dernières années aux niveaux local et mondial. Kaye Ceille, de Zipcar, a proposé un partage des services économiques comme moyen de réaliser les ODD, en soulignant le tournant d'une époque de propriété vers une époque d'accès.

Christian Frutiger, de Nestlé, a souligné qu'il est important de garder le secteur privé « autour de la table » et a noté que l'attention portée aux moyens de subsistance des producteurs constitue un élément-clé de la durabilité des entreprises à long terme.

Didier Bergeret, du Global Social Compliance Program, a expliqué que le Programme offre des outils communs, des codes et des approches d'audit visant à étendre la durabilité des chaînes mondiales d'approvisionnement.

Au cours de la discussion, les délégués ont souligné, entre autres : l'accès à la technologie pour une production durable ; le caractère essentiel de la CPD pour la satisfaction des besoins primaires ; le lien essentiel qui existe entre la CPD et les politiques climatiques ; le besoin pour les pays en développement de se propulser en avant ; et l'importance de maintenir la CPD comme objectif à part entière, malgré son caractère intersectoriel. Les représentants ont souligné le besoin : de prendre en compte un éventuel « dépassement des bornes écologiques » ; d'aborder le coût transitionnel associé à la modification des styles de vie qui accompagne la CPD ; et de faire la promotion des résultats du 10YFP.

A la clôture de la session, Borbély a appelé à des lignes directrices cohérentes pour un programme de développement élargi. Jaeckel a estimé que les concepts sont en place, mais qu'il faut encore établir les mécanismes permettant de les traduire en actions. Barahona a fait observer qu'il existe un espace pour la dématérialisation et a signalé le rôle des petites et moyennes entreprises.

DIALOGUE AVEC LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DU CADRE DÉCENNAL DE PROGRAMMATION (10YFP) SUR LA CONSOMMATION ET LA PRODUCTION DURABLES : « LA CONSOMMATION ET LA PRODUCTION DURABLES EN ACTION : LE TRAVAIL DU CONSEIL DU CADRE DÉCENNAL DE PROGRAMMATION (10YFP) SUR LES SCHEMAS DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION »

Peter Hazlewood, du WRI, chargé de modérer ce dialogue, a dit que la session offre l'occasion de discuter des possibilités et des limitations du 10YFP.

Balthasar Kambuaya, du Ministère indonésien de l'environnement, a décrit l'intégration de la CPD dans la planification du développement national indonésien, en soulignant les efforts accomplis sur les chaînes d'approvisionnement durables, les achats publics durables et l'information aux consommateurs.

L'Ambassadrice Sylvia del Carmen Treviño Medina (Mexique), Présidente du Conseil du 10YFP, a évoqué, entre autres, l'intégration de la CPD dans les processus de planification nationaux ; l'autonomisation des points focaux nationaux du 10YFP ; le renforcement de la coopération interministérielle pour l'intégration de la CPD ; et la sécurisation de financements prévisibles et appropriés dans le Fonds d'affectation spéciale du 10YFP pour renforcer la mise en œuvre.

Lisa Svensson, Ambassadrice aux océans, aux mers et à l'eau douce, Suède, a évoqué plusieurs messages clés concernant les océans et la CPD, notamment : mettre fin à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ; reconnaître les services écosystémiques rendus par les océans ; aborder l'énergie océanique ; et les questions liées aux transports.

S'exprimant au sujet des pré-conditions d'une mise en œuvre réussie du 10YFP, Lewis Akenji, du Grand groupe des ONG, a instamment demandé l'inclusion des parties prenantes, notamment les institutions religieuses, et la création d'infrastructures permettant de renforcer la CPD.

Au cours de la discussion, les participants ont souligné qu'il est nécessaire d'élargir la base de la CPD, d'obtenir des résultats, et de communiquer de façon intersectorielle.

DANS LES COULOIRS

Le FPHN-2 est entré dans le royaume du clair-obscur et de la magie dès son premier jour, les intervenants décrivant le processus de l'après-2015 comme une « zone de clair-obscur » entre fantaisie et réalité, qui avance de l'imagination du futur vers la gestion du futur. Ils sont cependant tombés d'accord sur le fait que la magie ne serait pas indispensable à cette transition – l'un des intervenants a cité la romancière J.K. Rowling : « Nous n'avons pas besoin de magie pour transformer notre monde. Nous avons en nous tous le pouvoir dont nous avons besoin ». Cependant, alors que le World Investment Report estime le coût de la réalisation des ODD, rien que dans les pays en développement, à 4,5 billions USD, un peu de magie pourrait s'avérer utile en fin de comptes, notamment pour conjurer les moyens de mise en œuvre.